

## CE MONDE QUI BOUGE

2013, l'année des faits  
les plus inattendus

Que restera-t-il de l'année 2013 et que faut-il retenir ? Parmi les événements notables, l'AVC du chef de l'Etat aura été le fait le plus marquant. C'est celui qui a suscité le plus de commentaires et d'analyses et qui en a déstabilisé plus d'un au sein des forces et des cercles politiques du pouvoir ayant appelé le Président à postuler



Par Hassane Zerrouky

pour un quatrième mandat, alors qu'un an auparavant le 8 mai 2012 à Sétif, Abdelaziz Bouteflika avait fait un discours assurant que le temps était venu de laisser la place. On notera, qu'après que Saâdani et d'autres eurent appelé bruyamment au quatrième mandat, ils se sont subitement tus. Allez savoir pourquoi ! Juste avant l'hospitalisation du chef de l'Etat, il y a eu au moins deux faits marquants dont l'un aurait entraîné la démission du gouvernement et des élections anticipées s'il s'était produit dans un pays développé. Il s'agit de Sonatrach I et surtout Sonatrach II. Et concernant cette seconde affaire, n'eût été l'enquête lancée par le parquet de Milan sur l'ampleur des malversations impliquant l'ENIE, la compagnie pétrolière italienne Saipem en Algérie et ailleurs, Chakib Khelil n'aurait même pas été cité. Au même moment, les manifestations des chômeurs de Laghouat, puis de plusieurs villes du Sud, relayées par El Jazeera, ont constitué le second événement marquant. Et ce, parce que l'affaire Sonatrach conjuguée à la révolte des jeunes chômeurs constituait assurément un cocktail explosif pouvant ébranler le pouvoir au point de faire oublier la manière dont l'ANP a mis en échec l'attaque d'In Aménas. L'opération de l'ANP contre cette gigantesque prise d'otages (plusieurs centaines de personnes tout de même) a fait couler beaucoup d'encre et de salive en Europe et aux Etats-Unis, parmi des commentateurs et des spécialistes qui croyaient dur comme fer que l'armée algérienne allait soit céder aux terroristes soit subir un cinglant échec ! Si le pouvoir avait cédé aux injonctions d'Obama et de Cameron le poussant à accepter une intervention américano-britannique, les conséquences auraient été politiquement et stratégiquement très lourdes pour l'Algérie. Toujours est-il que c'est dans ce contexte, avant l'AVC du chef de l'Etat, qu'Ahmed Ouyahia, anticipant le «coup d'Etat» se préparant contre lui, se retire de la tête du RND et que son rival mais néanmoins allié, Abdelaziz Belkhadem, est délogé de la direction du FLN, non sans avoir résisté durant près de trois années quand même ! Le tout en jurant la main sur le cœur leur fidélité au président de la République ! Leur ex-compagnon de fortune, Bouguerra Soltani, qui s'est découvert opportunément opposant à un pouvoir dont il a fait partie depuis 1999, a également dû quitter la direction du MSP à l'issue de son congrès ! Depuis, ces trois hommes, animateurs de l'Alliance présidentielle, ne font plus que de brèves apparitions et ont pratiquement disparu des écrans. Ont-ils encore un avenir politique, eux qui escomptaient succéder à un chef qu'ils ont docilement servi à tour de rôle ?

Le retour au pays du chef de l'Etat après une longue hospitalisation a donné lieu à deux événements. Le DRS se voit dessaisir de certaines de ses attributions et voit partir quelques-uns de ses responsables, ce qui a donné lieu à diverses interprétations. Certains y ont vu un signe de reprise en main du clan présidentiel et un retour au premier plan du chef de l'Etat qui, dit-on, aurait été affaibli par l'affaire Sonatrach et d'autres scandales touchant son entourage immédiat. D'autres voient dans ce remaniement du DRS le résultat de l'évolution du rapport de force entre partisans et adversaires du chef de l'Etat dans la perspective de la présidentielle de 2014. A l'appui de leurs affirmations, les propos bruyants sur le DRS du nouveau patron du FLN Amar Saâdani avant qu'on ne le fasse taire. Malgré tous ces événements, tout s'est passé comme si rien d'exceptionnel n'était arrivé. L'élection présidentielle, direz-vous ? Il en a été question. Sans plus. Même la candidature de Yasmina Khadra n'a pas créé l'effet attendu, faire bouger la scène politique et susciter un tant soit peu l'intérêt des Algériens. Pire, à moins de quatre mois du scrutin présidentiel, les postulants potentiels tardent à sortir du bois. Attendent-ils un signal ? Seule certitude, plus personne n'a évoqué le quatrième mandat en cette fin 2013. Mais ce qui s'est produit au M'zab, après ce qui s'est passé ailleurs dans le Sud, peut perturber en 2014 le climat précédant l'élection présidentielle si jamais elle a lieu.

Mais bon, bonne année à toutes et à tous.

H. Z.

## IL EST APPARU TRÈS AFFAIBLI

Bouteflika, la candidature  
compromise ?

*C'est dans l'image d'un Président grandement diminué que Bouteflika est apparu lundi, à l'occasion du Conseil des ministres. Une image qui n'est pas pour rassurer ceux qui lui réclament de se maintenir à la tête de l'Etat au-delà d'avril 2014. Au demeurant, en a-t-il toujours l'ambition ?*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - L'interrogation autour de la candidature de Bouteflika à la présidentielle d'avril prochain reste entière, après les images du Conseil des ministres diffusées lundi par la télévision nationale.

L'opinion nationale n'avait pas besoin de l'expertise du Petit Journal de Canal+ pour être édifiée définitivement sur l'incapacité de Bouteflika à gouverner. C'est en effet un homme au geste excessivement lent, au regard hagard, absent et aux traits tirés qui procéda ce jour à la signature de la loi de finances 2014. Sur la photo de famille, comme lors du précédent Conseil des ministres, Bouteflika a posé assis sur



Abdelaziz Bouteflika.

sa chaise roulante. Ce qui signifie qu'il n'a toujours pas retrouvé sa mobilité, neuf mois après son accident vasculaire cérébral (AVC) et malgré la qualité des soins qui lui ont été prodigués dans les deux hôpitaux français, le Val-de-Grâce et les Invalides.

Au vu des images montrées lundi, il devient clair que Bouteflika n'est pas près de quitter sa convalescence. Et, à quelques semaines de la convocation

du corps électoral et à moins de quatre mois de l'élection présidentielle, cela est source de préoccupation pour ses courtisans qui, peut-être, devront se résigner et faire le deuil de sa candidature.

Il est pour le moins indécis de leur part de vouloir subir davantage d'épreuves à un homme qui n'a ni la force morale ni la capacité physique. Car quand bien même ils se proposeraient pour l'animation de sa cam-

pagne électorale, se liguent en force électorale pour le faire élire, leur affairément ne sera, en définitive, qu'arrogance méprisante envers le peuple. De plus, un tel scénario sera coûteux pour la réplique qui, sûrement, y perdra la face.

Le bon sens voudra que tout ce beau monde qui s'agite autour de la candidature de Bouteflika admette une fois pour toutes que maintenir ce dernier dans ses fonctions, c'est laisser le navire Algérie, qui chavire déjà, dériver sans gouvernail.

Amar Saâdani, le secrétaire général du FLN, dont la visibilité politique est due essentiellement à ses appels répétés à la candidature de Bouteflika, devra s'inventer un autre discours pour recoller à une actualité dont l'évolution va bientôt s'accélérer.

La remarque vaut pour tous ceux qui lient leurs destins à celui de Bouteflika. Car, incertaine au début de sa maladie, la candidature du président sortant s'imaginer mal au rythme de l'évolution de son état de santé. Un rythme lent et peu rassurant. Certains anticipent même de l'en exclure.

S. A. I.

## CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Aucune session ordinaire  
ne s'est tenue en 2013

*Le Conseil supérieur de la magistrature ne s'est pas réuni une seule fois en session ordinaire au cours de l'année 2013. Une situation qui constitue une violation flagrante de la loi organique fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du CSM.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - C'est par une simple dépêche de l'agence de presse officielle qu'a été annoncé le report de la session ordinaire du CSM. Elle ne s'est pas tenue lundi 30 décembre 2013 mais se tiendra dimanche 5 janvier 2014.

Par cette décision, le ministre de la Justice, homme fort du Conseil puisqu'il occupe le poste de vice-président, met cette instance dans une situation de violation de la loi qui la régit. Car la loi organique 04-12 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Conseil prévoit la tenue de deux sessions ordinaires du CSM. «Le Conseil supérieur de la magistrature tient deux sessions ordinaires par an ; il peut tenir des sessions extraordinaires sur convocation de son président ou de son vice-président», indique ce texte en son article 12. Une première dans les annales de la justice algérienne. D'ailleurs, un

fait étrange est à relever : dans sa dépêche, l'APS fait référence à des «sessions élargies». L'agence a vraisemblablement été dupée par ses «sources judiciaires» dans le seul but de justifier la conformité avec la loi. «Le CSM s'était réuni en novembre dernier en session élargie pour le renouvellement partiel de ses membres représentant les tribunaux administratifs.

Le 16 septembre 2012, le Conseil s'était réuni également en session élargie. Il avait procédé à un mouvement restreint des magistrats en raison de la mobilisation de ce corps pour la supervision des élections locales qui étaient prévues le 29 novembre», lit-on dans cette dépêche. Et de conclure : «La loi organique fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du CSM prévoit deux sessions élargies par an.» «Ordinaires», terme officiellement usité dans la loi organique, a été remplacé par «élargies». Mais ce n'est pas la première fois que le CSM subit une violation.

Au mois d'octobre, lors de l'opération de renouvellement des membres, le magistrat Amar Hamdi-Bacha avait réussi à réintégrer le Conseil après y avoir siégé entre 2005 et 2009. Pourtant l'article 5 de la loi organique



Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux.

stipule que «le mandat des membres du Conseil supérieur de la magistrature est fixé à 4 années.

Il n'est pas renouvelable».

Dans cette affaire, la responsabilité du bureau permanent du Conseil supérieur de la magistrature — que préside le ministre de la Justice Tayeb Louh — est pleine et entière. Cette structure était chargée d'organiser cette élection et de vérifier les dossiers de tous les candidats.

T. H.